



Quimper

Discours d'Emmanuel Macron

16 janvier 2017

Merci à vous.
Merci à Yann et Maud !
Merci beaucoup.

Bonjour Quimper ! Bonjour le Finistère ! L'Ille-et-Vilaine ! Les Côtes d'Armor ! Le Morbihan ! La Loire-Atlantique ! Bonjour la Bretagne.

Nous sommes plus de 2200 ce soir, et, malheureusement, plusieurs centaines de personnes sont restées dehors. J'ai passé un petit moment avec elles, d'où mon retard.

Alors, je vous rassure, notre ambition n'est pas, ce soir, de concurrencer le festival de Lorient, ni les Vieilles Charrues, ni celui de Cornouaille ou du bout du monde. Mais ce soir, je suis venu malgré tout vous parler d'ambition. Notre ambition. Notre ambition commune. Celle qui nous porte depuis le début.

Alors je suis heureux, ce soir, de me retrouver à Quimper avec nombre de mes amis bretons. Je me souviens de la visite faite il y a un peu plus d'un an, j'étais alors ministre, à Ergué-Gabéric, à Plévin, cher Richard, chez toi, le calvaire, mais aussi de nos rencontres économiques. Et un an plus tard, aujourd'hui, je suis avec vous, porteur d'autres responsabilités, que je mesure chaque jour un peu plus. Celle de porter ce mouvement collectif. Cette volonté d'aller de l'avant. De réveiller les uns et les autres. Et oui, je suis heureux ce soir d'être ici, dans ces terres d'ambition et d'aventuriers.

D'ambition d'abord pour les Bretons, eux-mêmes, bien sûr. D'abord une ambition pour inventer l'avenir. C'est un territoire d'aventuriers, de découvreurs, d'explorateurs, de héros sportifs contemporains. Et un territoire qui ne cesse d'innover. Je l'ai vu à plusieurs reprises. À Rennes, là aussi comme ministre puis, plus récemment, à Lannion, il y a

Seul le prononcé fait foi.

page 1 sur 15

plusieurs mois. Et nous l'avons vu toute la journée ensemble, quels qu'en soient les secteurs : de l'agriculture aux cars, en passant par bien d'autres. L'innovation est au coeur de cette terre. Cette volonté d'inventer l'avenir, de regarder devant.

Votre ambition est aussi vouée à enrichir chaque jour ce que vous êtes. A préserver votre singularité, vos atouts, votre identité. Parce qu'un Breton, au fond, c'est un enraciné. Je pense aux langues de Bretagne, qui sont une formidable richesse. On n'ose plus dire les langues chez certains. Ce sont des langues, du gallo au breton - je viens d'une terre qui porte avec fierté le picard, et le ch'ti - mais cette langue, ces langues qui sont les vôtres, c'est votre richesse et elles justifient pleinement que leur enseignement, leur transmission, soient accompagnés et encouragés. Et nous devons toutes et tous nous y engager.

Et votre force surtout, c'est que l'ambition que vous portez, elle dépasse largement Quimper, elle dépasse largement le Finistère, elle dépasse largement la Bretagne. C'est une ambition pour le pays entier que vous portez. Et ici, le long de l'extrême frontière de notre belle France, continue de battre avec puissance le coeur vibrant de notre pays. Cette ambition bretonne, c'est celle qui vise d'abord à protéger le pays tout entier. Car la présence de nos forces de dissuasion nucléaire en presqu'île de Crozon, mais aussi la présence, à travers la région, de presque tous nos corps d'armée, c'est le témoignage de cette vocation du territoire breton, de cette ambition bretonne.

Je veux ici saluer un ami, naguère collègue, grand ministre de la Défense, grand Président de la Région Bretagne, Jean-Yves LE DRIAN, qui porte aujourd'hui cette tâche. Et il a encore récemment, à travers un discours fort sur la cybersécurité, dessiné la vocation nouvelle de ce territoire et de nos ambitions communes.

Et en disant cela aussi, comment ne pas penser à l'île de Sein ? Comment ne pas penser à ce tréfond de notre histoire, au fait que cette petite île, quand on la regarde sur la carte, paraisse si innocente ? Pour certains qui ne connaissent pas notre histoire, si insignifiante. Certains qui ont oublié, qu'au moment où le pays doutait de lui-même, se pensait défait, cent vingt-huit pêcheurs ont décidé de ne rien abandonner. Cent vingt-huit pêcheurs ont décidé de résister. Comment ne pas se souvenir, quand on parle de cette vocation bretonne, de porter la fierté française, de cette ambition française d'ici, comment ne pas se souvenir de cette scène, où le Général De Gaulle, passant en revue les premiers résistants, cette poignée de femmes et d'hommes « un peu fous », disaient alors quelques-uns qui étaient auprès de lui ? Voyant les uns et les autres se succéder, et tant de Seinans décliner leur identité et le lieux d'origine, s'exclamer « Mais l'île de Sein, c'est donc le quart de la France ! »

Comment ne pas se souvenir qu'en 1940, une majorité de députés venant de cette terre, a voté contre les pleins pouvoirs à Pétain ? C'est aussi cela.

Alors cette ambition qui vous dépasse, c'est la clé de votre identité. Une identité ouverte que je voudrais pour la France entière, car vous pouvez tout à la fois être profondément bretons, puissamment français et sincèrement européens. C'est cela votre identité ! Sans que jamais l'un de ces termes soit exclusif l'un de l'autre. Sans que jamais ces sentiments ne s'opposent. Sans que jamais ils ne viennent s'annuler ou s'opposer les uns aux autres.

Voilà pourquoi je suis venu partager votre ambition, notre ambition. Parce que je crois que l'ambition finistérienne, l'ambition bretonne, elle est d'abord et avant tout une ambition française. Une ambition pour faire réussir notre pays, pour défendre ses valeurs, pour préserver ce qu'il est avant tout aujourd'hui, au coeur de notre défi.

Seul le prononcé fait foi.

Alors, au fond, pourquoi vous parler d'ambition aujourd'hui ? Simplement parce que notre pays en a terriblement besoin. L'ambition n'est pas un vilain mot, quelque chose dont on devrait avoir honte. L'ambition, c'est ce qui permet de tirer le meilleur de chacune et chacun, c'est ce qui permet de retrouver sa fierté, c'est ce qui permet à celui qui est armé pour la vie, prêt à prendre tous les risques, de réussir encore davantage, et c'est ce qui permet aussi à celui qui n'a rien de créer sa propre vie, de construire son destin, de trouver sa place. L'ambition, c'est aussi ce qui a permis à notre mouvement d'éclorre. Notre ambition, ce soir, mes amis, l'ambition d'En Marche !, l'ambition de celles et ceux qui veulent faire avancer le pays. Il y a une dizaine de mois nous partions de rien. Nous sommes parvenus à réunir plus de 140 000 personnes sous la même bannière progressiste, et elle est là, ce soir, à Quimper ! Et le succès de notre mouvement, en Bretagne, en est d'ailleurs la preuve.

Je veux saluer en particulier les maires et les élus bretons qui m'ont d'ores et déjà apporté leur parrainage et qui sont ici présents. Mais aussi Olivier ALAIN, Vice-Président de la région Bretagne à l'agriculture, qui m'a accompagné encore une fois aujourd'hui. Pierre KARLESKIND que vous venez de voir et qui a introduit ce meeting, chargé de la mer et de la pêche à la région. Mes deux amis : Corine ERHEL, Jean-Pierre LE ROCH, au sein d'En Marche ! qui portent aussi les couleurs de la Bretagne. Et bien sûr Richard FERRAND. Je dois dire que, quand je me suis demandé à qui confier la responsabilité du Secrétariat Général d'En Marche !, l'idée de m'en remettre à un Breton, fut-il d'adoption, n'était pas le moindre des critères. C'est un déterminé, comme mes trois amis que je viens d'évoquer, un déterminé qui sait prendre les risques, la mer, et aller au large : c'était donc à lui que revenait cette mission. Le jour où j'ai quitté mon ministère, j'ai cité non pas un Breton, mais un méridional, PAGNOL, et qui avait une jolie formule pour cette terre qui aime la mer, les risques, comme vous. Il disait : « *Si on veut prendre la mer sans prendre, avec, les risques, mieux vaut acheter une île qu'un bateau* ». C'est une terre de mer, mais aussi une terre de marins. Nous avons pris la mer, le bateau est chaque jour plus grand, et nous irons au bout de cette Odyssée !

Et l'ambition qui est la nôtre, elle correspond parfaitement à ce qui est l'histoire même de Quimper. « *Kemper* », ça veut dire « *confluent* », en breton. Eh oui, nous sommes une terre de confluences, eh bien nous, nous sommes un mouvement de confluences. Alors j'en entends beaucoup en ce moment qui se posent des questions. Ils disent : « *Il y a des ralliements chaque jour* », « *C'est une drôle d'affaire* », « *Est-ce que ça devient le Parti Socialiste ?* ». Je vous rassure, hier, les mêmes socialistes demandaient : « *Est-ce que ce n'est pas en train de devenir la droite ?* ». Quand le bébé commence à prendre forme, il trouve beaucoup de pères putatifs. C'est une confluence : il y a des socialistes, des radicaux, des écologistes, des Modem, des UDI, des républicains, des femmes et des hommes de la société civile, vibrante, qui s'étaient détournés de la vie politique. C'est tout cela, En Marche !.

Cette confluence qui a été portée, je ne l'oublierai jamais, par des engagés et des courageux dès la première heure. Et donc oui : notre quille, c'est cette confluence. Elle ne gîtera ni d'un côté, ni de l'autre. Elle aura toujours une boussole : l'intérêt général, un projet pour le pays, et pas pour une partie ou une clientèle, c'est comme ça que nous irons au bout. Parce que ce mouvement, parce que le projet que je porte, c'est une ambition, c'est notre ambition pour le progrès en France. Alors oui, nous aurons dans les semaines à venir d'autres ralliements, je l'espère, de plus en plus. Mais les ralliements que nous devons chercher mes amis, ce sont les ralliements de chacune et chacun des Français. Ce que je guette chaque matin, ce n'est pas le ralliement d'un tel ou d'un tel qui fascine le microcosme parisien et journalistique, parce que celui-là à la fin, il ne comptera pas

Seul le prononcé fait foi.

davantage que le travail de centimier que nous faisons depuis le premier jour, que cette lutte sur le terrain que chacune et chacun d'entre vous a conduite, parce qu'à la fin du jour, à la fin de cette bataille, c'est une majorité de Françaises et de Français que nous aurons ralliés pour la victoire !

Alors l'ambition d'En Marche !, c'est de répondre aux vrais problèmes et de parler des vrais sujets. Notre ambition, c'est, dans un monde de risques, de transformations profondes, d'apporter les sécurités individuelles, les nouvelles protections sans lesquelles les uns et les autres hésitent à prendre le large, restent parfois à l'abri, doutent, ou ont peur du changement. Le projet que nous portons, c'est un projet progressiste, parce qu'il vise à inventer ces sécurités nouvelles, à reconstruire non pas un projet d'égalité pour tous et toutes, parce que c'est un projet onirique, ce serait une promesse mensongère. Mais un projet pour que l'égalité des possibles se fasse en actes. Nous sommes toutes et tous différents. Il y a des gens plus doués que d'autres, il y en a qui sont plus travailleurs que d'autres, il y en a qui auront plus de chance que d'autres. Mais ce qui est insupportable, c'est que, à mérite équivalent, parce qu'on est né dans une famille, dans un quartier, sur un territoire plus retransché que les autres, on ne puisse pas exprimer ses talents de la même façon.

C'est cela, le projet qui est le nôtre, l'ambition qui est la nôtre, c'est cette ambition de justice sociale, cette ambition première que je veux pour le pays. Alors elle se traduit comment, concrètement ? Par une ambition pour la santé. Je l'ai déjà dit et redit, et je le répéterai chaque jour de cette campagne. Nous serons demain dans un centre important de la région, qui rééduque, répare des vies. J'ai passé beaucoup de temps avec nos concitoyens qui soignent et qui s'occupent des uns et des autres. Il n'y a pas de risque qui peut être pris, il n'y a pas de société qui peut se transformer si on ne protège et ne prévient face aux aléas de la vie.

Pour la santé, je veux une meilleure prévention. Pour ce faire, je me suis engagé à ce que dans toutes les études, de médecine, d'infirmiers et d'infirmières, de kinésithérapie, de dentiste, il y ait au moins trois mois dédiés à la prévention. Les jeunes étudiants iront dans les écoles, dans les maisons de retraite, dans les endroits les plus défavorisés pour faire de la prévention: c'est l'économie la plus efficace, c'est ce qui est essentiel pour notre société.

Parce que ce projet pour la santé est un projet d'ambition, je veux aussi que nous puissions couvrir 100 % des dépenses liées aux lunettes, aux prothèses dentaires et aux prothèses auditives.

Pourquoi ? Parce que c'est prévenir des risques plus graves, parce que c'est, là aussi, une vraie justice économique et sociale.

Parce qu'un jeune qui ne peut pas lire au tableau, sous prétexte qu'il n'est pas corrigé, c'est un jeune qui n'apprend pas. Parce qu'un chômeur qui ne peut pas soigner ses dents, sous prétexte que c'est mal remboursé, c'est un demandeur d'emploi qui n'est pas embauché. Parce qu'une personne âgée qui n'entend pas et qui ne peut pas s'équiper, c'est une personne qui s'enferme dans la dépendance plus rapidement, dans la sénilité et l'isolement.

Ce projet pour la santé, c'est celui par lequel aussi, je veux porter une réforme profonde de l'accès aux soins, avec une généralisation des maisons de santé pluridisciplinaires, des maisons de suite pour les soins, afin de sortir plus vite de l'hôpital et une réforme juste, en profondeur, de l'hôpital par une tarification plus adaptée, par une réorganisation responsable, qui permette de combler les déserts médicaux, et en même temps, de poursuivre les nécessaires économies, sans réduire en rien l'accès aux soins.

Cette ambition pour la santé, j'y suis revenu il y a quelques semaines chez nos amis à Nevers, beaucoup plus en détail. C'est une ambition de justice, raisonnable puisque nous ferons des économies, mais ambitieuse parce qu'on ne construira pas l'entrée dans le XXI^e siècle en déremboursant des soins utiles, en supprimant des fonctionnaires de la fonction publique hospitalière.

Parce que le projet, respectable, qui est porté par les conservateurs de notre pays, c'est un projet qui est à la fois: - inefficace. (Les déremboursements de petits soins, comme on nous l'a expliqué - je dois vous confesser ici que je n'ai toujours pas compris ce qu'était un petit soin; on a parfois croisé des petits rhumes qui pouvaient devenir des rhumes graves - en tout cas, ces déremboursements, ils conduiront à des risques plus graves, ils conduiront à ne pas traiter certaines petites pathologies, précipitant vers des maladies plus graves, et, ce faisant, plus coûteuses. Le coût, à la fin, je vous le parie, sera plus important). Mais c'est aussi: - un projet injuste. Si les petits soins sont déremboursés, les plus fortunés d'entre nous se soigneront toujours autant, les plus modestes auront la couverture maladie universelle, mais les classes moyennes, elles, n'auront rien. Ce seront les victimes de ce projet.

Mon ambition, c'est aussi d'agir pour l'école. Lorsqu'on porte un projet progressiste, on porte un projet pour que, partout, comme je le disais, quelque soit l'endroit d'où l'on vient, on puisse réussir. C'est cela, la mission de l'école de la République. Et, on le sait, c'est cela qui, il y a un siècle, dans nos campagnes, a permis à des fils et à des filles de paysans d'accéder à l'école, ce qui semblait vertigineux à leurs parents. Moi, je me souviens encore de ma grand-mère, elle n'était pas de la région mais des Hautes-Pyrénées, me raconter - son père était chef de gare et sa mère concierge - que pour ses parents, c'était invraisemblable qu'une fille, qui plus est, poursuive au-delà de 14 ans ses études.

C'est l'école de la République qui a fait qu'un instituteur lui a fait confiance, lui a dit « *Il faut continuer un peu plus loin* » et puis un autre, un professeur de philosophie, qui fait partie de ma propre mémoire, vous imaginez ce que c'est que la République, c'est ça la République, ce n'est pas un mot qu'on envoie à la figure des gens comme un sel qui ne sale plus. La République, ce sont des visages, des gens engagés qui transforment des vies. Moi, ma vie, mes souvenirs, ils sont faits des souvenirs d'enfance de ma grand-mère, et de ce professeur de philosophie que je n'ai jamais vu, mais dont j'ai l'impression de connaître le visage. Parce qu'il lui a fait lire Paul Valéry un jour et qu'il a dit à ma grand-mère, au début de ce siècle : « *Il faut que vous alliez suivre des études pour devenir institutrice à Toulouse* ». Puis, après, la vie fait son oeuvre, ma famille a poursuivi son chemin et je suis devant vous aujourd'hui. Mais il y a une chose : ça n'aurait jamais été possible sans l'école de la République.

Alors cette école, aujourd'hui, elle trahit ses promesses, elle reproduit, bien davantage qu'il y a 20 ans, les inégalités. Moi, j'ai fait une école à laquelle on reproche beaucoup de choses : l'ENA. Il y a des gens qui choisissent, face à ce fléau, de faire oublier qu'ils ont fait l'ENA et de dire qu'il faut la supprimer. Moi je pense que c'est toujours compliqué d'aller devant les gens, de dire « *J'ai un projet pour le pays* » en expliquant qu'on se renie soi-même : ce n'est pas un bon signal.

J'ai fait l'ENA, c'est un concours de la République, je l'ai fait en travaillant, j'en ai raté d'autres, je vous rassure. Ce qui ne va pas, c'est ce qu'on en fait ensuite. Mais l'ENA, aujourd'hui, elle forme moins de fils d'ouvriers et de paysans qu'il y a trente ans. C'est cela notre échec. Notre école, aujourd'hui, elle fait qu'il y a 20% de nos jeunes en CM2 qui savent imparfaitement lire, écrire, compter. Ces jeunes-là, ce sont ceux qui ne finiront pas

Seul le prononcé fait foi.

leurs études supérieures, qui auront du mal à avoir le baccalauréat, qui décrocheront bien souvent avant, qui auront du mal à attraper un emploi et pour qui la vie sera plus injuste que pour les autres.

Alors, mon projet pour l'école, je ne vais pas vous le détailler ce soir. Il y a une mesure qui me tient à coeur, c'est que dans tous les endroits de la République identifiés comme difficiles, plus pauvres que les autres, plus reculés, ce qu'on appelle les zones d'éducation prioritaire, je veux qu'on divise par deux le nombre d'élèves par classe. En CP et en CE1, 6000 CP, 6000 CE1.

C'est très pratique ce que je vous dis là parce que si on ne fait pas ça, on ne peut pas former ces enfants, on les laisse face aux injustices et donc il faudra là réallouer une partie des maîtres et des postes qui ont été créés ces dernières années et dispersés un peu partout ; et il faudra investir un peu de ce que nous économiserons en simplifiant l'épreuve du baccalauréat et en réorganisant une partie du reste de notre école. Je veux aussi qu'il y ait plus de temps d'enseignement devant les élèves. Si nous voulons réussir ce combat de la République et de l'école, nous devons arrêter ce mouvement, commencé il y a maintenant dix ans, qui consiste à réduire le temps d'enseignement : c'est de la démagogie, c'est de la défaite. Les enfants ont besoin d'être éduqués, ils ont besoin d'enseignements.

Et donc, nous stopperons ce mouvement décennal de baisse pour repartir de l'avant en valorisant aussi les carrières d'enseignants, en valorisant en particulier celles et ceux qui vont sur ces terres de batailles et ces terres de difficultés, en valorisant aussi l'autonomie pédagogique, la capacité à innover sur le plan pédagogique et sur le terrain.

L'ambition que nous portons, vous l'avez compris, c'est donc d'apporter ces véritables sécurités nouvelles et contemporaines sans lesquelles on ne peut pas prendre de risques, c'est aussi cela que je porte, en réformant en profondeur notre système de chômage, notre système de formation continue, pour qu'on puisse demain former partout en France toutes celles et ceux qui n'ont pas de qualifications, qui sont des chômeurs de longue durée et qui ont besoin d'être accompagnés pour se réorienter dans leur carrière, c'est indispensable.

L'ambition que je porte ensuite, que nous portons, c'est une ambition pour le travail, le travail c'est une valeur fondamentale, le travail c'est ce autour de quoi nous allons rebâtir notre projet de société : la capacité offerte à chacune et chacun de retrouver une place.

Alors, parce que je suis le candidat du travail, je veux qu'on puisse entreprendre plus facilement dans notre pays, je veux qu'on puisse créer plus facilement une activité d'indépendant, de start-up, qu'on puisse innover beaucoup plus simplement. Très concrètement, en faisant quoi ? D'abord, en faisant que les indépendants aient une situation plus simple, plus transparente qu'ils ne l'ont aujourd'hui, c'est pour cela que je supprimerai le RSI (le Régime Social des Indépendants - s'il y avait une petite dizaine de personnes qui ont l'air de ne pas connaître le RSI dans cette salle). Le Régime Social des Indépendants a en effet, par les difficultés de gestion, et là je n'incrimine en rien celles et ceux qui font fonctionner ce régime et à qui je veux rendre hommage parce qu'ils ne sont pas les responsables de cette situation, fait qu'aujourd'hui les délais sont trop longs, les

Seul le prononcé fait foi.

tracasseries sont incessantes et on a vu, malheureusement, chez les indépendants, beaucoup trop de suicides ces dernières années arriver à cause de cela. Je maintiendrai tous les allègements de charges qui sont liées aux indépendants. Tous les indépendants et professions libérales seront éligibles à tous les allègements de charges que j'ajouterai et en particulier les six points de charges en moins pour tous les salariés, tous les entrepreneurs que j'ai annoncés dans mon programme, il touchera aussi les indépendants.

Mais les indépendants demain auront donc la possibilité d'aller, s'ils le souhaitent, d'aller vers le régime général ou s'ils restent dans ce régime privilégié qui est le leur, eh bien d'être adossés au régime général et d'avoir les mêmes modalités, la même simplicité que tous les salariés de France, que tous les autres Françaises et Français en termes de simplicité, de rapidité, de délais.

Je veux ensuite continuer à alléger le coût du travail, cela veut dire transformer le crédit d'impôt compétitivité emploi en six points de charge en moins jusqu'à 2,5 SMIC pour toutes les catégories d'entreprises qu'elles soient entreprises du secteur privé, de l'économie sociale et solidaire ou du secteur coopératif.

Et parce que je suis le candidat du travail, je veux enfin que le travail paye mieux et donc, pour ce faire, que les cotisations salariales payées aujourd'hui par tous les salariés soient allégées et qu'on puisse ainsi transférer une partie du financement social qui pèse aujourd'hui sur le travail, sur les impôts et donc que le pouvoir d'achat de tous les travailleurs, fonctionnaires, secteur privé, indépendants, professions libérales augmente et il augmentera demain grâce à mon projet.

Et quand je parle du travail et de notre ambition pour le travail, je parle évidemment aussi de cette révolution que nous devons faire pour tous les secteurs de notre économie, de l'innovation qu'on voit ici fleurir à travers la French Tech dans toute la région, que j'ai modestement accompagnée mais je l'ai souvent dit, la French Tech, c'est la meilleure politique publique. En tant que ministre, c'est ce dont j'ai été le plus fier parce que c'est quasiment aucun crédit public, il n'y a aucune loi, aucun décret et je n'ai à peu près rien fait. La French Tech, c'est un label mis sur l'énergie qui existe dans tous les territoires et l'innovation formidable qui est là ce soir et qu'on a mis simplement sous un même pavillon et un même étendard, c'est donc la France qui réussit. C'est cela, la French Tech et ça n'est à personne.

Donc vous voyez, je vous rassure, pas plus que je crois qu'aucun politique n'a inventé l'internet, l'accès aux géants de la technologie, je ne suis pas l'inventeur de la French Tech. La French Tech, ce sont vos entrepreneurs, c'est ce coeur vibrant de l'innovation.

Et donc oui, cette économie, elle se transforme, il y a des secteurs nouveaux qui apparaissent, d'autres qui vont être profondément bousculés par la transformation énergétique et environnementale qui est la nôtre, une transformation qui vient offrir des nouvelles opportunités au pays tout entier.

Mais je veux ici vous parler tout particulièrement d'un secteur, un secteur qui tire la Bretagne toute entière, qui est au coeur de son économie, qui couvre 60% de son territoire, qui concerne de près ou de loin à peu près toutes les familles bretonnes, je veux vous parler de l'agriculture.

Je vais vous en parler parce qu'on l'oublie trop souvent, parce que, quand on parle de ces transformations de notre économie, on oublie le rôle qu'a l'agriculture, le rôle qu'ont

Seul le prononcé fait foi.

l'agriculture et l'agro-alimentaire dans nos exports. On nous parle, je ne vais pas ici faire de polémique sur le sujet, je vous ai dit mon amitié pour Jean-Yves Le Drian, mais on nous parle toujours des rafales, des grandes réussites et on lui doit beaucoup là-dessus, de notre industrie de défense. On nous parle volontiers des Airbus mais on oublie que notre agriculture et notre agro-alimentaire, c'est notre fierté à l'export, c'est une vraie réussite.

Mais je vais vous dire, on ne parle plus d'agriculture aujourd'hui, dans nos débats publics ou médiatiques qu'en parlant de la terrible misère qui est là, qu'il faut regarder en face ou en parlant de coût. On en parle comme si c'était un secteur qui devait s'effondrer, disparaître, qu'il faut accompagner dans, finalement, cette déliquescence.

On en parle chez certains autres comme d'un coût, d'un budget qu'il faudrait supporter. On en parle comme d'une espèce de cause rétrograde quand certains, même pour faire plaisir, en pensant faire plaisir aux agriculteurs, disent « *Mais oui, faut plus du tout respecter l'environnement, le climat est une affaire secondaire, on va vous supprimer toutes ces normes qu'on vous a mises* ». Non, tout cela n'est pas vrai.

L'agriculture c'est notre histoire, l'agriculture c'est notre pays, l'agriculture c'est un secteur économique qui exporte, l'agriculture ce sont les femmes et les hommes qui nous nourrissent chaque jour. Au cœur de mon projet, au cœur de notre ambition, je veux porter cette ambition pour l'alimentation française. On a chaque jour, quand on parle de notre culture, de ce qui nous fait, de ce qui nous distingue des Chinois ou d'un Américain, parmi tant d'autres choses, ce qui nous nourrit, il y a ces plats qu'on défend, cette gastronomie française, c'est cela l'agriculture aussi, c'est notre alimentation. Il y a l'objectif de souveraineté alimentaire que nous devons porter. Les agriculteurs, ce sont ceux qui vous nourrissent, qui vous nourrissent et qui doivent demain nourrir nos enfants. L'agriculture, et on le voit ici, on en parlait tout à l'heure, c'est aussi ce qui fait nos paysages, je le dis souvent. Dans ces mots qu'on ne doit plus prononcer, vous savez, je suis un grand maladroit parfois, je dis des mots qu'on ne doit pas dire. Alors, parfois on fait des erreurs, j'en ai fait, en particulier en Bretagne, et j'ai beaucoup d'émotion encore quand je repense à cette visite que j'ai faite, il y a quelques mois, chez Gad parce que j'avais blessé des gens de manière impropre et injustifiée, c'était une faute. Mais parfois, dans le débat public français, on ne peut même plus nommer le réel, on voudrait tomber dans une espèce de langue qui se vide, dans une circonlocution qui évite de dire les choses au fond. Il y a un mot qu'on ne veut plus dire c'est le mot de « *paysan* ». C'est un beau mot, « *paysan* ».

Parce que oui, nos paysans, font nos paysages, ils font nos pays, ils transforment la France et quand on arrive, se posant comme je l'ai fait sur Brest tout à l'heure, même quand on se pose à Lannion, comme j'ai fait il y a quelques mois, on voit ce travail de dentelle, on voit cet entretien des paysages. Qui ferait les bocages ? Qui ferait ces paysages variés et multiples ? Qui débroussaillerait ? Qui fait que notre pays n'est plus une jungle impropre ou une forêt inféconde ? Nos paysans. Quand on parle d'agriculture c'est aussi de cela que nous devons parler. Et puis ...

(applaudissements)

Vous pouvez le dire, c'est pour eux. Et puis parler d'agriculture, c'est parler d'un savoir-faire, de traditions, c'est parler d'innovation, d'une transformation profonde, c'est parler de qualité, de produits. Alors oui, ce soir, je vous parle d'agriculture quand je vous parle de

Seul le prononcé fait foi.

l'ambition française parce que l'agriculture en Bretagne, qui est la première région agricole française, comme dans tout le reste du pays, c'est le cœur de notre ambition pour demain !

Alors, je le sais, les années dernières ont été difficiles, 2015 et 2016 ont été marquées par des crises profondes, la crise du marché, la crise du lait, des crises sanitaires, comme la grippe aviaire dans le secteur des canards à foie gras, des crises climatiques aussi, le gel qui a touché le vignoble bourguignon, les mauvaises récoltes qui ont touché nombre de céréaliers. L'impact de ces crises est particulièrement visible en Bretagne parce que, comme je le disais, c'est la première région agricole. Alors, face aux crises, il y a eu des réponses, on a versé de l'argent, on a apporté des aides, elles étaient indispensables. Mais est-ce que cela suffit ? Non.

Le cœur de notre réponse, de notre ambition, c'est de refonder un pacte profond, un pacte social entre les agriculteurs et la société française. Ce pacte social, c'est un sens, une vision à long terme pour l'agriculture française. Des agriculteurs fiers de leur travail, des citoyens fiers de leur agriculture parce que, comme je viens de le rappeler, l'agriculture, elle est au cœur de l'histoire mais aussi du projet français.

Alors pour cela, nous n'y arriverons pas simplement en augmentant les aides. J'entends parfois des discours simplistes là-dessus. Non. D'ailleurs ce n'est pas ce qui nous est en premier demandé. J'étais tout à l'heure avec quelques-uns d'entre vous sur ces belles terres du Finistère à Ploéven près de Châteaulin dans la famille Nedellec - ils ont plus de 50 vaches. Je suis arrivé, on m'a dit les difficultés du quotidien. Il y a un chef d'exploitation formidable, son fils, courageux, qui va reprendre le flambeau, on ne nous a pas parlé d'aides, on m'a dit une chose, une chose, « on veut pouvoir vivre dignement de notre travail ».

Alors oui, le premier pilier de ce nouveau contrat que je veux refonder, entre les paysans et les Français, c'est de pouvoir vivre dignement de son travail et pour cela c'est d'avoir des prix qui rémunèrent le travail des agriculteurs en France. Non pas des aides, non, mais d'avoir le juste prix pour les produits. Alors, pour ce faire, il faut d'abord acter d'une chose, là aussi Monsieur Nedellec me l'a dit tout à l'heure: « *Moi, je travaille avec à peu près les mêmes prix qu'il y a 30 ans, j'ai dû faire des investissements, me mettre aux normes* ». Olivier, tu sais bien, tu m'as dit à peu près la même chose, le marché est plus difficile, les contraintes pour produire ne sont pas les mêmes, on a évidemment un droit social qui n'est pas le même, et c'est bien normal, mais les prix n'ont pas bougé. Parfois, même, ils ont diminué. Ce que je veux, c'est renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs, dans le respect de la législation européenne, pour qu'ils fassent le poids face aux industriels et aux distributeurs. Pour cela, je veux des associations d'organisations de producteurs aux pouvoirs renforcés, elles pourront négocier avec un véritable mandat des agriculteurs, des contrats cadres sur les volumes et le prix du lait.

Leur création doit être simplifiée et encouragée, et lorsqu'une association d'organisations de producteurs existera, l'industriel ou la centrale d'achat sera dans l'obligation de négocier directement avec elle. Au fond, mon message, aujourd'hui, c'est que l'agriculture n'est pas simplement l'affaire des agriculteurs, et c'est aussi un appel à la responsabilité collective. On doit réorganiser les filières par ces contrats et ces associations, mais il faut aussi que chacune et chacun, nous soyons responsables. Et c'est donc un appel à la responsabilité des transformateurs, pour que, dans leurs marges, ils pensent aux producteurs et distribuent de manière juste la création de richesse. C'est un appel à la responsabilité de la grande distribution, en tant que ministre, je suis celui qui a augmenté

Seul le prononcé fait foi.

partout les contrôles sur les marges et le respect de la loi sur les grands distributeurs. Mais je sais aussi dire la responsabilité avec laquelle plusieurs enseignes ont su valoriser des produits du terroir, ont su respecter certains producteurs pour maintenir les prix, valoriser. Et je sais, là-dessus aussi, le travail que nous avons mené avec plusieurs d'entre vous, il y a quelques mois, sur l'étiquetage et la valorisation des produits bretons.

Mais c'est aussi un appel à la responsabilité de tous les Français, qui doivent être un peu plus que des consommateurs, mais des acteurs engagés pour leur pays. Chacune et chacun, lorsque nous consommons, nous devons être vigilants, valoriser là aussi les produits et donner une place aux circuits courts. Les circuits courts ne sont pas la panacée, tout le monde ne peut pas y arriver. Mais il faut, partout où cela a du sens, le favoriser, l'aider, le valoriser. Et donc, vous le voyez, pour répondre à ce problème de prix, c'est cet ensemble de mesures que nous devons prendre.

Mais, au-delà, la deuxième mesure que je veux prendre pour permettre de vivre dignement de son travail, c'est également de continuer et d'encourager la montée en gamme ; c'est indispensable. Qu'est-ce que cela veut dire, concrètement ? Ça veut dire que les standards qui existent dans nos régions, dans nombre de nos produits aujourd'hui, sont des bons standards. Il ne faut pas laisser dire des choses là-dessus indues ou impropres - j'entends des discours qui sont souvent désobligeants pour nos agriculteurs. Mais il y a plusieurs modèles, et je ne défends pas un modèle unique. Il faut un modèle parfois plus intensif, et, dans ces cas-là, mieux orienté vers l'export. On s'en souvient chez RICHARD et c'est ce qu'on a fait avec DOUX et toutes celles et ceux qui travaillent autour de cette belle entreprise, et qui, en Bretagne, produisent des poulets de manière intensive et qui les exportent vers d'autres marchés. Il y aussi des modèles moins intensifs, qu'il faut également privilégier et protéger à travers des circuits qu'il faut, comme je le disais, encourager.

Mais il y a une chose qui ne marche pas : c'est de ne pas répondre aux besoins des consommateurs et de son marché. Et donc, nous devons valoriser nos produits, continuer à aider à l'export, mais en même temps, permettre partout sur le territoire à nos paysans de monter en gamme, d'améliorer la qualité, d'aider à investir pour faire de meilleurs produits. Produire mieux, produire avec des labels, produire en polluant moins, produire en inventant, là aussi, de nouveaux types de production.

Je veux ici être très clair avec certaines et certains qui mènent des combats rétrogrades : on a beaucoup trop opposé l'agriculture et l'environnement. Beaucoup trop ! Dans la montée en gamme, il y a l'indispensable montée en gamme pour répondre aux contraintes environnementales, et là-dessus les paysans bretons n'ont aucune leçon à recevoir, aucune ! Parce que la qualité de l'eau bretonne est largement due au travail, décennie après décennie, des paysans bretons. Mais pour permettre la montée en gamme, l'innovation, cette réconciliation, on doit aller plus loin.

Et je veux, moi aussi, mener cette transformation environnementale de notre modèle productif. C'est pourquoi je lancerai un programme d'investissement d'avenir agricole sur la période 2017-2022 ! C'est une première, cela n'a jamais été fait. On parle toujours de programmes d'investissement d'avenir pour les startups, pour les secteurs qui paraissent construire la France de demain. Mais la France de demain c'est aussi cette transformation de la France agricole que j'évoquais. Et donc cela permettra l'accès à des financements nouveaux - non pas de la nouvelle dépense publique, mais du financement d'investissements pour des projets de modernisation des exploitations ayant un impact positif sur l'environnement, pour des projets de développement d'activités et de

transformation et de distribution qui privilégient notamment les circuits courts en privilégiant les projets coopératifs. Parce que l'investissement est clé pour réussir cette montée en gamme partout.

Pour accélérer la montée en gamme des produits agricoles, il faut aussi permettre à nos agriculteurs de relever, comme je le disais, ce « *défi- environnement* », d'accélérer cette transition et cette transformation. Et, donc, c'est l'objet de ce programme que je lancerai dès le début du quinquennat. Mais pour aller plus loin, on doit également valoriser le travail pour l'environnement qui est fait par les paysans et le valoriser comme une activité en propre, elle-même. Le rôle de l'Etat, c'est de les accompagner parce que dans les missions de l'agriculture du XXI^e siècle, au-delà de tout ce que j'évoquais tout à l'heure, il y aura aussi celle d'accompagner cette transformation environnementale et énergétique, celle de produire de l'énergie par la mécanisation, par la biomasse, parfois par l'éolien, et par des services environnementaux indispensables à nos territoires et à nos paysages. Pour ce faire, je veux rémunérer les services environnementaux rendus par les agriculteurs à hauteur de deux cent millions d'euros par an, à travers la création d'un service de paiement pour services environnementaux. Et là aussi, ça n'est pas de la dépense publique en plus, ce système modeste mais important, c'est de la réattribution de certains mécanismes qui ne prennent pas suffisamment en compte les nécessaires investissements pour l'environnement.

Le deuxième pilier, ce sont les normes. Et nous en avons bien besoin, là-dessus je crois que je n'ai pas à vous convaincre. Il y a trop de normes, il y a des normes qui sont compliquées à appliquer. Et donc, le projet que je veux porter en la matière est simple : premièrement, revoir toutes les normes inutiles dans les cinq années à venir, porter un projet de révision de tout ce qui a, jusqu'alors, été sur-transposé pour le supprimer, porter un projet de simplification normative dans le champ de l'agriculture qui est absolument indispensable.

Deuxièmement, permettre un droit à l'erreur pour tous les particuliers, pour toutes les entreprises et, en particulier, pour les exploitants agricoles. Ce droit à l'erreur, qu'est-ce que c'est ? Eh bien c'est la possibilité, quand on est contrôlé pour la première fois, et qu'on a commis une infraction qui n'est pas une infraction pénale - où on ne met pas en cause la vie d'autrui -, eh bien, de ne pas avoir une administration qui vous sanctionne, qui vous met tout de suite des pénalités, mais une administration qui vous conseille, qui vous corrige.

C'est une révolution culturelle, conceptuelle, profonde. J'ai eu l'insigne honneur d'être ministre de la République. J'ai vu la dignité de nos fonctionnaires et je n'ai jamais voulu tomber dans cette espèce de discours de facilité où on oppose un secteur à l'autre. Ah, combien de ministres sont venus devant vous, dire « *Ah, l'administration c'est un calvaire.* » C'est facile, on veut être populaire. Quand on veut être démagogue, on va devant des paysans et on leur dit « *L'administration, c'est votre problème.* ». On leur dit aussi « *L'Europe, c'est votre problème.* » C'est faux. D'abord, il n'y a pas de mauvaise administration. Il y a des mauvais ministres, ça c'est vrai.

Quand vous dirigez votre exploitation agricole, votre entreprise, votre exploitation, votre classe, votre association, que sais-je, votre mairie, il ne vous viendrait pas à l'idée de dire « *Ils sont mauvais.* » Mais quand on dirige l'Etat, il est de bon ton de le dire. Non. Mais, on s'est enfermé dans une espèce d'opposition culturelle où la dignité de l'administration est bien souvent de contrôler ou de sanctionner et du coup, le reste de la vie économique et sociale se sent comme opprimé.

Seul le prononcé fait foi.

Eh bien ce droit à l'erreur, c'est le rôle reconnu à l'administration, évidemment de contrôler, d'aller sur le terrain, s'assurer de l'égalité républicaine en matière de normes, mais, partout, d'accompagner les uns et les autres, de les conseiller, jamais de ne les sanctionner la première fois. C'est fondamental en matière de normes.

Enfin, le troisième pilier de cette ambition pour l'agriculture, ce pacte refondé, c'est l'Europe et la PAC. Ah oui, il y en a beaucoup qui viennent vous expliquer que l'Europe, c'est la source de tous les maux. Mais, on était tout à l'heure avec vos représentants, cher Olivier, on était avec la FDSE, on était chez vous, Monsieur Nedellec. J'étais à Rennes, il y a quelques mois. On ne m'a pas dit « *On ne veut plus de l'Europe* ». On ne m'a pas dit « *L'Europe, c'est notre problème* ». On m'a dit « *Les réformes européennes qui ont été mal préparées, mal pensées, les dérégulations européennes, les incohérences européennes, c'est mon problème, mais pas l'Europe en elle-même.* » C'est très différent.

Alors notre projet pour l'Europe, c'est d'avoir moins d'interventionnisme hors-sol, d'avoir moins de directives, dénuées de sens, et donc d'avoir une Europe plus concrète. L'Europe ne peut fonctionner et être acceptée que si elle est un moteur de progrès, que si elle est synonyme de soutien, que si elle se bat pour les peuple et non contre eux. Et ma conviction, c'est qu'il est urgent de renégocier les règles de la concurrence pour que cette concurrence soit non-faussée.

Et il n'est pas normal que des travailleurs détachés des pays de l'Est peuplent les abattoirs allemands, alors qu'ils sont payés quatre euros de l'heure avant la mise en place d'un salaire minimum ; alors qu'ils ne sont pas soumis aux mêmes règles. Et donc oui, je mènerai à son terme une réforme de la directive sur le travail détaché, elle est indispensable. Voilà pourquoi il faut défendre une harmonisation vers le haut des normes sociales et environnementales.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Non pas détricoter les règles françaises, comme certaines ou certains vous le promettent, non pas dire « *On fera moins d'environnement* », mais dire « *Ce qui est imposé en France doit l'être partout en Europe de la même façon, avoir les mêmes contrôles* ».

Et dans le même temps, il faut défendre, défendre nos agriculteurs à Bruxelles. Et je dois dire ici, parce que je l'ai vu faire moi-même au gouvernement, que, contrairement à ce que beaucoup ont parfois dit, Stéphane LE FOLL en tant que ministre, s'est battu à Bruxelles et il a fait le maximum dans le cadre de la PAC qui avait été renégociée pour défendre les intérêts de l'agriculture française et je veux ici le défendre contre les caricatures parfois faites.

Par contre, nous avons parfois mal négocié collectivement, de droite et de gauche, les transitions, on avait mal préparé la dérégulation, on avait mal préparé la sortie des quotas, on avait mal modernisé nos structures, et donc oui, la dérégulation européenne nous en avons été victimes et c'est cela que nous devons corriger. Voilà pourquoi je veux, dès mai 2017, dans le cadre des négociations pour la PAC 2021, que la France propose la création, dans le cadre du premier pilier et d'une PAC au budget préservé, d'un système de subventions contra-cyclique de garantie sur les prix ou le chiffre d'affaires. C'est indispensable.

Qu'est-ce que cela veut dire, mes amis ? Ça veut dire protéger tous les agriculteurs contre la volatilité des prix agricoles, ça veut dire éviter, parce que le prix d'un seul coup bascule ou s'effondre, parce qu'il y a un éternuement en Australie ou ailleurs, parce que le marché chinois s'effondre, parce que certains sur-produisent, éviter que les prix ne s'effondrent et

Seul le prononcé fait foi.

que, de ce fait, certaines exploitations, des milliers, parfois des centaines de milliers à travers l'Europe, ne doivent mettre la clé sous la porte. C'est éviter des suicides, c'est éviter des situations profondément injustes, liées non pas à une non-compétitivité, liées non pas au fait que ces exploitations agricoles ne peuvent pas relever les défis nouveaux mais qu'il y a une volatilité infernale, des prix devenus irrationnels, c'est le devoir de l'Europe de protéger son agriculture face à cela avec des vrais mécanismes de régulation des volumes en cas de crise.

Et puis, bien sûr, je veux avoir un mot pour ces travailleurs de la mer, cher Pierre. L'autre pilier de la Bretagne, c'est la pêche. La pêche, elle est pourvoyeuse d'emplois, de dynamisme. Imaginerait-on le Guilvinec ou Lorient sans leurs bateaux de pêche, sans leurs pêcheurs ? Mais elle en dit long surtout sur les valeurs qui sont les nôtres : le courage, la solidarité, l'humilité face à la nature, face aux éléments parfois. Nous sommes, ce soir, le lendemain des treize ans du Bugaled Breizh et de ses victimes et je veux avoir un mot pour eux ce soir et une pensée.

Nos pêcheurs, ce sont des courageux, ce sont des vaillants, ce sont des femmes et des hommes qui, dans la nuit, quittent leurs familles parfois pour longtemps. Ah, je les connais, moi je suis des Hauts-de-France comme on dit maintenant, c'est une autre pêche, ils sont fiers, ils aiment leur métier et le risque qui va avec et, eux aussi, ils ne demandent pas qu'on leur enlève du risque. Ce sont des aventuriers et des ambitieux au vrai sens du terme. Ces dernières années, ils ont eu des bons résultats et je m'en félicite parce qu'il y a eu un pétrole moins cher, parce que les efforts ont payé. Ah, je les connais ceux qui se sont battus pour que la langouste rouge puisse revenir dans les eaux de la mer d'Iroise, il y en a tellement qui se sont battus sur de telles conquêtes mais ces résultats, ils ne doivent pas masquer une situation qui reste préoccupante. Pour permettre à nos pêcheurs de vivre de leur travail, nous devons impérativement améliorer la compétitivité de leurs entreprises, les aider dans le renouvellement de leurs outils de travail et en particulier des bateaux de pêche pour faire justement des bateaux de pêche plus propres, mieux adaptés, plus économes, c'est cela qu'ils demandent et il faut donc adapter nos dispositifs nationaux et européens pour ce faire.

Cela implique aussi de rendre la politique européenne - et ça fait partie du combat que je mènerai, pour la politique européenne en la matière - plus souple, ça veut dire avoir des stocks, des quotas qui sont adaptés à la réalité du terrain. Ne pas avoir les mêmes quotas partout et pour tout le monde parce que quand les stocks existent, on peut ré-autoriser certaines pêches. Mais aussi des perspectives car nous devons désormais nous organiser selon des quotas pluriannuels qui permettront aux pêcheurs de voir où ils vont et de cesser, sans mauvais jeu de mots, de naviguer à vue.

Voilà l'ambition, mes amis, que je veux porter pour notre agriculture. Alors, je pourrais vous parler de bien d'autres de nos ambitions mais un dernier mot pour notre ambition européenne.

Parce que oui, l'ambition que nous devons avoir, cette ambition de progrès, celle qui réconcilie la liberté et la protection, elle est au cœur de notre ambition européenne. Ils sont trop nombreux ceux qui l'ont oubliée, on a laissé le doute s'installer. Moi je sais que je suis ici dans des terres toutes particulières, c'est pour ça que je les aime, dans des terres où l'engagement associatif, le militantisme laïque, la démocratie chrétienne ont su se tresser, se réconcilier. Et dans ces terres, depuis le début, on est fier de la Bretagne, on aime la République parfois plus que partout et là-dessus, beaucoup se sont trompés. « *Ah les Bretons peuvent se cabrer contre l'Etat* », je le sais, mais jamais ils ne le font contre la République.

Mais ici, on aime l'Europe plus que tout. Ici, parce que sans la Bretagne, sans les grandes terres de l'Ouest, l'Europe ne serait pas là. Sans les grandes terres de l'Ouest, la France aurait dit non à l'euro ! Je ne l'oublierai jamais !

Alors cette Europe, je la défendrai avec vous, j'ai porté notre projet européen la semaine dernière à Berlin. C'est un projet pour relancer l'Europe. C'est un projet où la France doit prendre ses responsabilités, mener ses réformes, mener avec courage ce qu'elle doit faire pour elle. Mais en même temps, nous allons demander à l'Europe plus d'investissements, plus d'intégration à quelques uns et relancer en Europe une souveraineté nouvelle, une souveraineté pour protéger nos concitoyens face aux risques du monde : le terrorisme, l'immigration, la transformation numérique, les attaques contre notre alimentation. L'Europe, c'est un projet d'ambition et de souveraineté. L'Europe, ne l'oubliez jamais, ce sont nos valeurs portées dans le monde et, en même temps, ce qui nous protège. C'est cela l'Europe, c'est notre projet et nous le porterons !

Mes amis, je le dis souvent, nous sommes les seuls à porter le projet européen et donc nous le ferons avec fierté et je veux dire ce soir à M.Trump qui, depuis l'autre côté de notre océan, devrait avoir un peu plus d'humilité. M.Trump l'Américain, n'oubliez jamais que si vous êtes une nation libre, c'est parce que des ambitieux sont partis de ces terres avec l'amour de la liberté, avec le même rêve, le rêve français, le rêve européen !

M. Trump, n'oubliez jamais ce que vous nous devez, la liberté, votre existence. M. Trump, regardez votre histoire, c'est celle de Lafayette, c'est la nôtre !

Parce que de la même façon, M. Trump, je regarde notre histoire. Je sais les jeunes Américains qui n'avaient jamais connu l'Europe, qui n'avaient jamais connu la France et sont venus mourir chez nous, sur nos plages, sur notre terre. Je sais ces jeunes Américains, je sais. Ces Américains qui ont cru dans l'Europe avant même les Européens. Ces Américains qui nous ont aimés au moment où nous doutions, les Marshall et tant d'autres. Alors oui, je vous le dis ce soir, le destin, le destin de la France, c'est un destin européen, le destin de la France et de l'Europe, c'est aussi le destin américain ; cela personne ne peut le trahir.

(applaudissements)

Voilà mes amis, voilà mes amis, ce que je voulais vous dire ce soir et je répondrai à toutes les questions après, Monsieur, cher ami, vous viendrez après, on viendra vous amener après mon meeting et je répondrai à toutes les questions sinon quel est le sens d'une démocratie où je ne répondrais qu'à une question parmi plus de deux mille ?

(applaudissements)

Voilà mes amis, j'aurais pu vous parler des heures de nos ambitions, de notre ambition pour la France. J'aurais pu vous parler de l'ambition, cher Monsieur SALAÜN, de votre grand-père, vous m'en parliez tout à l'heure, quand il a quitté les terres bretonnes pour aller conquérir l'Amérique et vous permettre aujourd'hui d'aller à la conquête, avec la prochaine génération, de nouveaux marchés. J'aurais pu vous parler d'ambition de tant et tant de Bretons fiers d'eux-mêmes, de ce qu'ils sont, de ce que cette terre porte et que nous lui devons parce que la Bretagne est une terre qui ose, parce que la Bretagne est une terre ambitieuse, notre ambition, c'est le projet pour le pays que nous portons. L'ambition, elle est avant tout celle de votre engagement au quotidien et, oui, cher monsieur vous le disiez, l'engagement sur lequel je compte, c'est aussi celui des territoires, tout ne se fera plus d'en haut, l'engagement que je porte et l'ambition que je porte est aussi une ambition citoyenne des territoires; ce n'est pas innocent. Je viens ici, sur ces terres bretonnes, à Quimper, là où le Général De Gaulle fit son dernier grand

Seul le prononcé fait foi.

discours, celui sur la décentralisation parce que cette ambition que je porte c'est aussi une ambition pour redonner le pouvoir aux territoires, redonner le pouvoir aux régions !

(applaudissements)

Cette ambition que je porte parce que c'est la vôtre, c'est une ambition de redonner le pouvoir à chacune et chacun, aux citoyens, aux territoires, aux élus. Je vous dis, cette Révolution « *En Marche !* » que nous portons depuis tant de mois et que nous allons porter jusqu'au bout, c'est un projet d'ambition mais c'est un projet qui est le nôtre mes amis !

(applaudissements)

Ce que je propose n'est en rien facile, n'est en rien innocent, ça n'est pas de traiter des clientèles, ça n'est pas de faire plaisir à quelques-uns. Ce projet, c'est le vôtre parce qu'à chaque instant, je vous demanderai, avec moi, de le porter, de le réinventer, mais une fois que nous aurons pris le pouvoir, ce sera, pour moi, pour vous le rendre.

(applaudissements)

Parce que oui, mes amis, j'ai besoin, dans les cent jours qui viennent, de votre énergie pour porter ce projet d'ambition partout, parce que j'ai besoin partout de votre fougue, de votre engagement, parce que j'aurai besoin demain de l'énergie de tous les territoires, de la Bretagne, de l'énergie des élus, des associations, des citoyens parce que cette ambition, c'est la nôtre ! Alors ensemble, je vous en fais le serment, nous irons jusqu'au bout !

Vive la Bretagne, vive la République, vive la France !

(applaudissements)

Bravo ! Merci à vous !

(Marseillaise)

Merci à vous ! Merci beaucoup !

Aller plus loin

Le replay >

facebook.com/EnMarche/videos/720813058096899/

L'article sur le site >

en-marche.fr/direct-de-quimper

Suivez Emmanuel Macron

